

Objet : Prolongation du préavis de grève à la rentrée

Monsieur le Ministre,

Les personnels n'acceptent pas les conséquences catastrophiques des budgets d'austérité mis en œuvre par votre gouvernement, alors que dans le même temps les dépenses d'armement ne cessent d'augmenter, notamment à travers la nouvelle loi de programmation militaire. Le budget des armées dépasse maintenant celui de l'Education nationale.

Dans la 8^{ème} puissance mondiale, des personnels faute de ventilateurs ou de climatisation font des malaises et sont évacués par le SAMU. Des élèves se retrouvent sans point d'eau, sans fraîcheur ou dans un parking sous-terrain pour passer le baccalauréat, premier diplôme universitaire. Des milliers d'écoles et de collèges ont été fermés ou ont fonctionné en mode dégradé. Le fait que les bâtiments soient totalement inadaptés à des phénomènes qui se répètent chaque année et qui sont amenés à se reproduire et s'amplifier est la conséquence d'absence de mesures prises par votre gouvernement et tous ceux qui se sont succédé.

Vous venez d'annoncer le 28 juin : *« Il faut mettre en place rapidement des mesures d'équipements pour soulager les établissements le temps d'engager leur rénovation. »* Nous demandons que tous les moyens demandés par les personnels soient mis en place avant la rentrée.

En cette fin d'année scolaire, il n'est pas un jour sans qu'il y ait des mobilisations (grèves, rassemblements, occupations d'école avec les parents...) pour exiger l'annulation des fermetures de classes. Les 4 000 suppressions de postes et les fermetures sont maintenues.

Les Pôles d'appui à la scolarité, pourtant rejetés par le Parlement, sont maintenus et généralisés. Non seulement ils suppriment des postes mais ils contournent les notifications MDPH.

Plus de 50 000 élèves n'ont aucune prise en charge par un AESH alors qu'ils bénéficient d'une notification en ce sens et 30 000 élèves sont aujourd'hui en attente de places dans des établissements sociaux et médico-sociaux, 6 000 de plus qu'il y a deux ans : vous décidez pourtant de poursuivre votre politique d'inclusion systématique et forcée.

Autre conséquence de l'économie de guerre : la rémunération de la grande majorité des fonctionnaires est bloquée au SMIC ou s'en rapproche. En pleine période inflationniste, le gouvernement a décidé que les agents publics n'auraient toujours pas d'augmentation. Le point

d'indice reste gelé, le tassement des grilles indiciaires supprime le droit à la carrière et la reconnaissance des qualifications.

Les personnels AESH sont payés sous le seuil de pauvreté et leur revendication d'un vrai statut dans le cadre d'un temps plein de 24 heures n'est toujours pas entendue.

Les AED, qui ont passé les 10 mois de l'année en sous-effectif et qui ont été mis en danger avec le dispositif de fouilles aléatoires de sacs à l'entrée des établissements, n'ont toujours pas de grille salariale nationale et restent les seuls personnels de l'Éducation nationale sans possibilité de progression de salaire.

La suppression de 37 millions d'euros de crédits supplémentaires sur le programme « Vie de l'élève » va aggraver les conditions de travail des personnels concernés (vie scolaire, AESH, assistants sociaux, médecins, infirmières) alors même qu'ils sont confrontés à des moyens insuffisants pour exercer leurs missions : retards de remboursement des frais de déplacements, restriction des déplacements du fait d'un budget insuffisant, difficultés à se procurer du matériel de dépistage de la 12^{ème} année, difficultés à obtenir l'achat de médicaments...

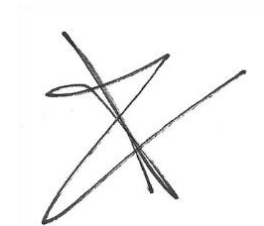
Notre fédération se tient également aux côtés des jeunes qui se mobilisent pour leur droit à un avenir. Tout est fait pour les orienter vers l'armée et le service militaire volontaire, dans un contexte de militarisation croissante de l'Ecole. Au même moment sur Parcoursup, 175 000 candidats n'ont encore aucune proposition d'admission et près de 20 000 ont quitté la plateforme. Cette situation suscite l'indignation et la colère légitime des professeurs qui les ont préparés au baccalauréat depuis le mois de septembre. Nous revendiquons l'inscription immédiate de chaque lycéen dans la filière de son choix.

Face à la dégradation continue de leurs missions, salaires et conditions de travail, les personnels sont fondés à refuser de faire la rentrée dans ces conditions !

Je vous informe que **la FNEC FP-FO prolonge son préavis de grève du 31 août 2026 au samedi 17 octobre 2026 inclus**, conformément aux dispositions de L114-2 du code général de la Fonction publique. Ce préavis couvre les différentes catégories de personnels de l'Éducation nationale qui seraient amenées à décider la grève pour obtenir les moyens nécessaires, l'augmentation des salaires, l'abandon des contre-réformes qui remettent en cause les statuts, les diplômes et le droit à l'instruction, pour l'arrêt de la militarisation de l'Ecole et le retrait de la loi de programmation militaire.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma parfaite considération.

Clément Pouillet, secrétaire général de la FNEC FP-FO



Lettre recommandée avec AR